

## La recherche sur les migrations en R.F.A. : à la croisée des chemins (1984-1989)

In: Revue européenne de migrations internationales. Vol. 6 N°2. pp. 153-171.

---

Citer ce document / Cite this document :

Hettlage Robert. La recherche sur les migrations en R.F.A. : à la croisée des chemins (1984-1989). In: Revue européenne de migrations internationales. Vol. 6 N°2. pp. 153-171.

doi : 10.3406/remi.1990.1251

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/remi\\_0765-0752\\_1990\\_num\\_6\\_2\\_1251](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/remi_0765-0752_1990_num_6_2_1251)

---

## CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

# La recherche sur les migrations en R.F.A. : à la croisée des chemins (1984-1989)

Robert HETTLAGE

Pour rendre compte des récents développements de la recherche sur les migrations en Allemagne Fédérale, il convient de considérer brièvement le contexte dans lequel elle s'est inscrite au cours des 35 dernières années. Seule, en effet, cette rétrospective permettra de mettre en lumière la portée des changements qui se sont produits.

## LES GRANDS THÈMES DE LA RECHERCHE SUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS JUSQU'EN 1984

Les données qui ont infléchi le cours des recherches consacrées aux étrangers découlent directement des diverses *politiques* qui leur ont été appliquées au cours des dernières décennies. Comment pourrait-il en être autrement ? Ces données, ou plus exactement les différentes phases qu'elles constituent, ont toujours été prises en compte par la recherche avec un certain temps de retard. Peu importe que ces phases soient au nombre de trois ou de quatre. Pour la commodité de notre exposé, nous n'en retiendrons que *trois* et nous distinguerons une phase préliminaire, une phase principale et une phase de consolidation (Treibel, 1988 : 24).

## **PREMIÈRE APPROCHE D'UNE QUESTION SOCIOLOGIQUE (1955-1973)**

Les débuts de la recherche consacrée aux étrangers ont été marqués par deux événements importants : le recrutement intensif de main-d'œuvre immigrée, dès 1955, et l'arrêt de ce recrutement en novembre 1973. Ces dix-neuf années ont été illustrées par des travaux de nature diverse. La priorité étant accordée à l'emploi, en période de haute conjoncture, la plupart des études, au début du moins, avaient un caractère strictement économique. Par la suite s'y ajoutèrent des considérations d'ordre sociopsychologique faisant état des premières difficultés d'adaptation des « hôtes étrangers » (cf. Kurz, 1965) et attirant pour la première fois l'attention sur l'émergence, voire l'existence dûment constatée, de conflits culturels.

Il est intéressant de noter que, pendant les dix à quinze années que dura le recrutement intensif de main-d'œuvre étrangère, la sociologie ne produisit pratiquement aucune monographie digne de ce nom sur l'ensemble du problème étranger, mais tout au plus quelques articles isolés sur les sujets les plus disparates.

C'est seulement entre 1970 et 1973 qu'elle aborde timidement ce domaine de recherche. À l'époque, ce sont encore les sciences économiques qui tiennent la vedette, mais on assiste au développement progressif d'un secteur non négligeable d'études qui relèvent des sciences sociales (Albrecht, 1972 ; Hoffman-Nowotny, 1970, 1973). On remarque, en outre, une lente augmentation du nombre d'ouvrages qui s'intéressent aux aspects politiques des questions économiques et pédagogiques (Geiselberger, 1972 ; Nikolinakos, 1973 ; Borelli, 1973 entre autres). Il faut attendre 1972 pour constater les débuts de cette évolution.

De 1955 à 1968, on enregistre au maximum une demi-douzaine d'études sociologiques d'envergure, pour un total d'une douzaine environ (il s'agit pour la plupart d'articles ou de thèses).

La percée s'effectue en 1970. Entre 1970 et 1973 inclus, soit dix-huit ans après la mise en place de la politique de migration, on assiste à un véritable raz-de-marée : *quatre-vingts publications* (Treibel, 1988, 27).

## **DÉVELOPPEMENT ET DIVERSIFICATION DES AXES DE RECHERCHE (1974-1983)**

Si l'on se réfère au nombre de publications, la période qui va de 1974 à 1983 représente, d'un point de vue purement quantitatif, la phase principale de la recherche. Durant ces dix ans, le nombre de travaux a été plus de trois fois supérieur à celui de la décennie précédente (de 1974 à 1983 : 321 ; de 1964 à 1973 : 91).

Cette période commença avec la récession économique du début des années 70. C'est l'époque où l'on recherchait activement un moyen radical de limiter l'emploi de la main-d'œuvre étrangère (arrêt du recrutement en 1973 ; interdiction d'entrée en 1975). Les mesures adoptées permirent de réduire d'un million le nombre de salariés étrangers qui passa de 2 600 000 en 1973 à 1 600 000 en 1984 (cf. Korte, 1983), mais elles furent à l'origine d'un problème social auquel on n'avait pas songé : celui de l'*établissement* des travailleurs étrangers et de leurs familles.

L'émergence de ces problèmes nouveaux entraîne, à partir de 1979, l'institutionnalisation de la recherche qui se traduit par un accroissement du nombre et de la qualité des prestations produites : adoption de projets plus importants, constitution d'équipes de recherche indépendantes ou d'associations de recherche regroupant plusieurs villes, création de publications originales (revues consacrées à la recherche sur les migrations, études publiées avec le concours des universités, des ministères et des administrations qui en relèvent), mise en place par les instituts de promotion de la recherche — comme la Fondation Volkswagen à partir de 1975 — d'instances de réflexion sur les problèmes des travailleurs immigrés (Schmidt, 1983). Pour la seule année 1974, on ne recense pas moins de cinquante études publiées sur les migrations, sans compter l'abondante « littérature parallèle » consacrée au sujet. Les projets de la phase initiale ont manifestement abouti.

Si l'on considère *le contenu* de ces travaux, on remarque qu'il porte, dans 20 % des cas environ, sur les problèmes de l'école et de l'éducation. Il apparaît donc que la priorité revient dorénavant à l'examen des *questions posées par la seconde génération* (Wilpert, 1984, 310 et suiv.). Cet examen va porter, dans le courant des années 70, sur tous les domaines où les jeunes étrangers rencontrent des difficultés, y compris sur celui de l'insertion dans la vie professionnelle, ce qui explique que le deuxième volet de la recherche — totalisant lui aussi environ 20 % des travaux entre 1976 et 1979 — soit en général le marché de l'emploi et l'économie (Rilling, 1982, 4). Les thèmes abordés pendant ces quatre ans se répartissent comme suit :

Ecole/Formation professionnelle .....	30,3 %
Marché de l'emploi/Conditions de travail/Economie .....	23,1 %
Intégration/Socialisation/Famille .....	20,4 %
Assistance sociale/Thérapie/Santé/Difficultés psychiques .....	11,3 %
Difficultés de logement/Droit des étrangers/Délinquance .....	9,4 %
	<hr/>
	94,5 %

(Résumé du tableau de Rilling, 1982, tab. I)

Un bilan de cette période qui va de 1976 à 1979 et à laquelle se réfèrent les données collectées dans l'étude de Rilling fait apparaître quatre thèmes majeurs : l'école, le marché de l'emploi, l'assistance sociale et l'intégration. Ces quatre thèmes occupent 86 % de toutes les publications.

Durant les cinq années suivantes, de 1979 à 1983, le nombre de publications reste aussi élevé qu'entre 1974 et 1978 (158 contre 163). Mais on assiste à une véritable explosion du « marché parallèle ». Brochures, publications ministérielles, actes de congrès etc. sont en nombre si important qu'il est bien difficile de se faire une idée de l'ensemble. Syndicats, partis, Länder, chacun y va de son point de vue et de son programme. Le sujet qui passe alors au premier plan est sans conteste l'intégration. Wilpert (1984, 316 et suiv.) pense que l'on pourrait intituler ces cinq années « *intégration ou retour ?* ». La définition sociologique des sujets participe, elle aussi, de cet a priori politique. La question qui retient alors l'attention est de savoir si l'Allemagne Fédérale n'est pas devenue, à son corps défendant, un pays d'immigration (Esser, 1980 ; Heckmann, 1981).

Parvenue à son apogée, au début des années 80, la sociologie des migrations se fixe pour objectif d'analyser en profondeur la question du *séjour permanent* et de ses conséquences sur le plan politique et social. En d'autres termes : comment des milliers d'étrangers qui ne sont pas disposés à rentrer chez eux peuvent-ils être « assimilés » par la « société d'accueil » ? Que signifie l'assimilation ? Quelles conclusions tirer de tout cela pour la politique d'intégration de l'État ?

Il est remarquable que la perspective commence alors à se déplacer en direction des migrants. On considère que les travailleurs étrangers sont « concernés » au même titre que la société allemande qui les accueille. Cela amène à repenser la politique menée jusqu'alors en matière d'emploi de main-d'œuvre étrangère.

Le *projet d'intégration* prôné par la classe politique est de plus en plus vigoureusement critiqué. Le reproche le plus fréquemment formulé est qu'il n'ait été pratiqué d'autre politique que celle qui visait à consolider la situation des étrangers. L'encouragement au retour (cf. la loi de novembre 1983) signifie que les pouvoirs publics ne souhaitent d'*intégration que sous la forme d'une adaptation unilatérale* des migrants à la société d'accueil (cf. les critiques formulées contre le nouveau projet de loi concernant les étrangers, en 1989). Quelques études se penchent sur les conséquences de cette politique et de cette attitude d'esprit : toutes reconnaissent qu'il existe une situation de conflit entre Allemands et étrangers sur le marché de l'emploi et du logement, à l'école et dans l'opinion. L'hostilité et la xénophobie se développent, mais font parallèlement l'objet d'études (Tsiakalos, 1982 ; Hoffmann/Even, 1983) et de mises en garde politiques. La recherche sur les migrations se fait de plus en plus incisive dans sa manière de formuler les problèmes, même lorsqu'elle se réfère au passé de l'Allemagne (Genosko, 1981 ; Boos-Nünning, 1983 ; Hernandez/Lopez-Blasco, 1982).

Cette situation de conflit se manifeste avec d'autant plus d'évidence que le processus de surenchère engendré par la rencontre de l'étranger — contact, refus, hostilité et rejet hors de la communauté — révèle désormais que les étrangers ont non seulement des difficultés à s'intégrer, mais qu'ils ne sont *pas du tout partisans* de l'intégration. Cette expérience est dorénavant au cœur de la recherche de la fin des années 80 et provoque une série d'inflexions radicales dans la manière dont l'opinion et les scientifiques perçoivent le problème.

## **PHASE DE CONSOLIDATION DES OBJECTIFS OU REDÉFINITION DE LA RECHERCHE ? (1984-1989)**

La troisième phase de la recherche sur les migrations est selon Treibel (1988), celle des bilans. Après les trente années qui auront été nécessaires, depuis le début de la politique de recrutement, pour saisir la portée du débat sur l'intégration et ses limites, les six années qui viennent de s'écouler ont permis de mieux nuancer, de mieux différencier le problème et d'en faire l'objet principal de la recherche.

Alors qu'au début des années 80 la critique était encore dirigée contre l'*idéologie* intégrationniste des pays d'accueil parce qu'elle ne tenait pas suffisamment compte de la dynamique du libre choix, l'époque qui suivit fut celle d'une prise de conscience plus aiguë de la gravité du conflit qui n'avait pas été résolu. Au thème

de la xénophobie (Fuchs, 1986 ; Hoffmann/Even, 1983) est venu s'associer celui de la résistance, de la désillusion et de la « *xénophobie inverse* » des migrants qui en est la contrepartie. La sociologie rappelle que l'étranger n'a de réalité que dans un *système élaboré par la société* et que, dans un grand nombre de cas, la qualité d'étranger est un produit culturel, une construction de l'esprit (Brumlik, 1984) « Etre étranger » est l'attribut de toute personne qui vient d'ailleurs, « rester étranger » (ou stigmatiser quelqu'un d'étranger et le confiner dans ce statut) relève du pays d'accueil et des réactions qu'engendrent chez les migrants les stimuli négatifs qu'il émet. Il serait scandaleux que la politique et la sociologie des migrations éludent ces sujets complexes et s'en déchargent sur la pédagogie à l'usage des étrangers (Griese, 1984).

Nous constatons actuellement que la sociologie des migrations n'est pas restée sourde à cet appel, comme en témoignent la *priorité accordée à de nouvelles hypothèses de travail* et les thèmes retenus par les études récentes. Ces aspects nouveaux que nous allons présenter maintenant peuvent être regroupés sous quatre rubriques. Ils sont révélateurs de l'émergence en R.F.A. de questions particulièrement brûlantes pour la classe politique et risquent de modifier fondamentalement la recherche allemande sur les migrations, car celle-ci ne pourra dorénavant plus limiter son champ d'investigation à l'étude des problèmes des travailleurs immigrés.

## LA NOTION D'ÉTRANGER : COMPLEXITÉ DU PHÉNOMÈNE ET DIVERSITÉ DES GROUPES

Le nombre croissant de demandeurs d'asile en provenance des pays d'Asie et la « perception » de plus en plus aiguë du problème turc — ils étaient 1 480 000 à la fin de l'année 1987 — (cf. Lengsfeld/Linke, 1988) ont fait que, vers la fin des années 80, l'analyse du phénomène étranger s'est peu à peu différenciée. Il devenait en effet manifeste que les pays d'immigration, même s'ils ne veulent pas se reconnaître comme tels, sont confrontés à un ensemble de problèmes tout à fait nouveaux et fort complexes :

a) Ils n'ont plus seulement affaire, comme par le passé, à des travailleurs immigrés, mais à *des groupes d'étrangers différents* les uns des autres. La population immigrée elle-même est loin de constituer une unité (ce n'est pas une classe homogène, elle n'a pas de conscience de classe homogène). Du point de vue économique, on peut sans doute considérer que tous les étrangers font plus ou moins partie d'une même catégorie. Mais pour apprécier leurs *conditions d'existence*, il est nécessaire de recourir à d'autres critères : il faut savoir s'ils sont acceptés, s'ils ont des possibilités d'échanges, de contacts, etc. Ainsi les Italiens, les Espagnols, les Portugais et les Grecs se situent dans des catégories tout à fait différentes de celles des Turcs, des Yougoslaves et des Marocains entre autres. A cela s'ajoute aujourd'hui que les états prospères attirent également des *réfugiés et des demandeurs d'asile* (en provenance de l'Asie du Sud-Est, par exemple) qui constituent des « sous-classes » par rapport aux travailleurs immigrés, comme ceux-ci en avaient constitué par rapport à la main-d'œuvre autochtone.

b) La question se complique en R.F.A. du fait de l'afflux particulièrement préoccupant aujourd'hui de « *rapatriés* » issus des anciennes provinces orientales du Reich, d'Union Soviétique, de Pologne et de Roumanie, etc. Juridiquement parlant, ces gens sont traités comme des Allemands, bien qu'ils n'aient plus aucune attache avec l'Allemagne et que, du point de vue culturel, il faille dans bien des cas les considérer comme des étrangers, étant donné que la plupart d'entre eux ne parlent pas allemand. La population autochtone observe ici des différences et opère des distinctions — qu'il convient d'enregistrer avec prudence. Une fois de plus, la question est posée en termes politiques d'une actualité brûlante, avant même que la science ait pu s'en saisir, et jusqu'à maintenant la sociologie lui a consacré bien peu de travaux.

A tout cela est venu s'ajouter, une date fort récente — depuis la fin de l'été 1989, avec amplification du mouvement depuis la fin octobre 1989 — le problème des *ressortissants est-allemands* qui affluent en R.F.A. (au 1<sup>er</sup> décembre 1989, on comptait en R.F.A. 620 000 personnes qui avaient quitté la R.D.A. ou les pays de l'Europe de l'Est). Ces gens sont des Allemands de droit, ils font partie de la même communauté culturelle (entendons linguistique), mais ont derrière eux un demi-siècle d'histoire où tout était différent : le système politique, l'identité nationale constamment réaffirmée par le régime et même l'expérience personnelle. Ont-ils le sentiment d'être des Allemands *de l'Ouest* ? Certainement pas ! Sont-ils considérés par la population de R.F.A. comme des compatriotes ? La question reste posée, elle comporte bien des écueils pour la classe politique et peut avoir des conséquences considérables pour l'Europe. Il est encore trop tôt pour porter un jugement sur ce point. Mais les problèmes iront en s'aggravant, comme l'indique d'ores et déjà la compétition qui oppose les uns et les autres en matière de logement, d'emploi, d'aide sociale, etc. ; et ils ne feront que s'exacerber avec l'intégration économique des deux Allemagnes, quel que soit le niveau d'intégration politique. Dans quelle mesure les deux parties sont-elles engagées dans un processus qui les rend *étrangères* l'une à l'autre ? La sociologie nous le dira.

Nous ne savons jusqu'à maintenant que fort peu de choses de la recherche est-allemande et des sujets qu'elle a abordés. Elle n'a pratiquement pas franchi les frontières de la R.D.A., car, jusqu'à une époque récente (novembre 1989), les travaux de sociologie étaient souvent considérés dans ce pays comme des « documents confidentiels », pour éviter de porter sur la place publique les difficultés du « premier état ouvrier et paysan constitué sur le sol allemand » (Hamm, 1989). Mais nous savons depuis peu que les quelque 50 000 Vietnamiens (sur un total d'environ 90 000 travailleurs immigrés) sont assez mal acceptés et qu'ils sont en butte à la xénophobie, tant et si bien que les questions qui se posent en R.D.A. sont tout à fait comparables à celles qui se posent en R.F.A. et dans d'autres pays européens.

Tous ces éléments nouveaux sont évidemment d'une importance capitale pour l'étude des migrations et il faut s'attendre à ce que, dans l'avenir, on ait de plus en plus fréquemment affaire à une grande *diversité de niveaux* au sein de la population étrangère, ce qui nécessitera des analyses, des projets et surtout des politiques différentes. Mais quelles leçons en tirer pour la politique allemande d'intégration ?

Sur ce point, la recherche a un *décalage* important par rapport aux événements, même si l'on fait abstraction des plus récents d'entre eux. La recherche « classique » sur les travailleurs immigrés, qui, en R.F.A., ne peut plus être qu'un secteur parmi d'autres de la recherche sur les migrations, continue à traiter les questions d'un point de vue essentiellement politique, économique et pédagogique. Nous retrouvons ici la situation qui prévalait lors de la phase initiale de la recherche sur les travailleurs immigrés. On n'a pas encore suffisamment mis en évidence qu'un pays d'immigration — la R.F.A. en est un exemple instructif — a affaire à des catégories d'étrangers toutes différentes les unes des autres, même si elles ont un statut juridique analogue ! Qu'il le veuille ou non, le pays d'accueil doit tenir compte de ces différences et *moduler son action* en conséquence, tant dans le domaine des structures sociales que des politiques d'intégration. Mais cet impératif s'impose aussi à la recherche. Il commence à être appliqué dans la façon d'aborder la question des demandeurs d'asile, mais ne se traduit pas encore dans l'approche des problèmes posés par les « transfuges » de R.D.A. et « rapatriés » d'Europe de l'Est, ce qui est, somme toute, conforme à la nature des choses.

Il est aisé de pronostiquer que les années à venir apporteront des changements profonds dans l'orientation de la recherche. On peut supposer qu'elle se développera selon *deux axes* : celui des travailleurs immigrés, qui profitera d'une base plus solide, mais retiendra moins l'attention des scientifiques, et celui des « rapatriés » d'Europe de l'Est et des « transfuges » de R.D.A. qui deviendra l'objet principal des investigations et entrera dans sa phase initiale de recherche. Reste à savoir si les travailleurs immigrés accepteront d'être relégués au second plan, si leur séjour permanent assorti d'un statut européen d'installation les amènera à développer une conscience ethnique autonome (variable selon les communautés) et à s'engager dans la politique. La question reste en suspens, mais gageons qu'elle ne disparaîtra pas pour autant de notre agenda.

## LA RÉSISTANCE DES MIGRANTS À L'INTÉGRATION

Il est intéressant d'observer que les conflits liés à la situation des migrants se sont manifestés dans toute leur ampleur au moment même où la politique d'intégration de la R.F.A. était vivement critiquée.

L'hostilité de la population allemande envers les étrangers est et reste un sujet majeur de préoccupation. Mais les communautés contre lesquelles elle est dirigée sont plus nombreuses. Alors que, par le passé, elle visait principalement les Turcs, parce qu'ils étaient perçus comme des concurrents directs sur le marché de l'emploi et du logement, elle s'étend aujourd'hui aux demandeurs d'asile, Pakistanais, Tamouls, etc. (dont la présence a même fortement contribué à la constitution de nouveaux partis, comme celui des Républicains. Sur le plan sociologique, il importe donc d'examiner les préventions des Allemands en tenant compte de ces différences (Hill, 1984). On sait que les Grecs, par exemple, ont en R.F.A. un certain prestige, que les Italiens en ont moins et les Turcs très peu. Mais qu'en est-il des « rapatriés » de l'Europe de l'Est, des « Germano-allemands » de R.D.A. ? Les fondements de cette *hiérarchie* appliquée par les autochtones sont encore assez obscurs. On peut toutefois, sans risque d'erreur, avancer l'hypothèse qu'ils reposent



pour une bonne part sur des a priori et des préjugés religieux et philosophiques encore latents dans une société largement sécularisée. Ils reflètent les angoisses de cette société qui craint que ses valeurs culturelles ne disparaissent sous l'afflux de la population étrangère, angoisses profondes qui viennent se superposer à celles qu'engendre la concurrence économique. Cet état de choses prouve, s'il en était besoin, que la recherche a eu raison de s'affranchir du point de vue purement économique pour s'engager dans la voie de la sociologie culturelle (Hettlage, 1988). Nous touchons là à un sujet que l'on connaît bien en France et dans d'autres pays européens.

Toute médaille a son revers : la question de l'intégration n'étant pas résolue, on voit depuis quelque temps apparaître dans le débat l'idée de *minorité ethnique* (Hettlage/Hettlage, 1984, 1989). On s'interroge de plus en plus souvent sur la nature des rapports qui peuvent concrètement s'instaurer entre majorité et minorité dans une situation où le pouvoir n'est pas équitablement réparti, sur les possibilités de parvenir à un équilibre du pouvoir et à un respect mutuel. En d'autres termes, existe-t-il vraiment à un moment ou à un autre de l'histoire une chance réelle, concrète, d'éviter que les minorités soient stigmatisées comme telles et qu'elles soient maintenues dans leur situation d'infériorité ? Jusqu'aujourd'hui, en tout cas, on a pu constater en Allemagne que les étrangers, même lorsqu'on les désigne officiellement du nom de « concitoyens étrangers », restent à long terme, voire « toujours », des « étrangers de l'intérieur » (Bielefeld, 1988). Comme la ségrégation, y compris celle qui a été délibérément choisie, fait partie de l'histoire « normale » de la migration, on essaie souvent aujourd'hui — faisant de nécessité vertu — d'accréditer l'idée qu'il est indispensable de constituer des espaces ségrégués (groupes, ghettos) pour favoriser l'implantation dans un lieu (« intégration endogène ») et donc un début d'intégration (Heckmann, 1981 ; Elwert, 1984).

S'inspirant de ces considérations, la pédagogie appliquée aux étrangers a développé l'idée que le travail d'intégration n'est possible que si les étrangers constituent d'abord entre eux des *groupes exclusifs* qui serviront de cadre à la prise de conscience et à l'étude approfondie des problèmes et des questions qui les concernent. C'est dans ces conditions seulement que pourraient être libérées les énergies nécessaires au travail d'intégration et à la transformation des conditions sociales. D'autres en revanche plaident pour que soit reconnu aux étrangers le droit d'établir et de développer des « *fidélités multiples* » plus conformes au pluralisme de la vie moderne (Gehmacher, 1988 ; Hettlage/Hettlage, 1989).

Ce qu'on peut dire en tout cas, c'est que — tant du côté politique que du côté scientifique — on se préoccupe de plus en plus de la nécessité d'ouvrir le champ de la politique aux *activités des étrangers* ; pour inéluctable que soit la chose, elle n'en soulève pas moins bien des inquiétudes.

La question du *droit* des étrangers et de leur participation à la vie publique se présentent donc sous un jour nouveau (Hoffmann, 1986 ; Rauscher, 1988). Le concours de la population étrangère résidente aux activités culturelles et sociales est prôné partout. Les initiatives en ce sens sont innombrables. En revanche, leur participation de droit à la vie de la cité est l'objet de violentes attaques. Les tentatives sporadiques d'extension du droit de vote aux étrangers en matière locale rencontrent de sérieux obstacles sur le plan constitutionnel et sont même menacées de recours devant la juridiction suprême de l'État.

Dans un premier temps, la recherche sur les minorités s'était essentiellement consacrée au statut social et aux conditions de vie des ouvriers immigrés et de leurs familles considérés comme minorités ethniques. A la fin des années 80, elle s'est étendue à leur statut juridique et politique. Cette redéfinition des objectifs s'est accompagnée de toute une série d'enquêtes sur les orientations politiques (Koch-Arzberger, 1985) et les représentations sociales des étrangers — considérées dans une perspective d'intégration — afin de mesurer le *degré de réticence de ces minorités* vis-à-vis de l'ordre social, des conditions culturelles et des offres d'intégration des pays d'accueil. Ces renseignements sont de première importance si l'on veut également mieux connaître les raisons qui motivent le désir de retour (Bielefeld, 1988 ; Papaioannou, 1983).

Par ailleurs, au sein de ces minorités ethniques, certaines catégories de personnes ont été plus abondamment étudiées que d'autres. C'est le cas des *femmes* auxquelles la recherche accorde une grande importance, étant donné que par rapport aux idéaux féministes, elles constituent une catégorie à problèmes et que, d'un autre côté, elles fournissent de meilleures informations que les hommes (Wolbert, 1984 ; Franger, 1985 ; Hübner, 1985). Elles sont incitées à se constituer en groupes indépendants et à travailler à leur émancipation et à leur intégration (par exemple à l'échelon du quartier) et bénéficient pour cela d'un soutien pédagogique (BMJFG, 1986).

Enfin, une attention particulière est également réservée aux enfants d'étrangers et aux difficultés qu'ils rencontrent : socialisation biculturelle (Rosen/Stüwe, 1985), ruptures de socialisation, dérive dans la déviance.

## VERS UNE SOCIÉTÉ MULTICULTURELLE ?

Les critiques formulées à l'encontre de la politique officielle d'intégration qui ne propose d'autre alternative que l'adaptation ou la marginalisation assortie d'une aide au retour, la résistance opposée par les migrants à toute solution qui exigerait d'eux l'abandon pur et simple de leur identité première — solution qu'ils jugent mauvaise, irréalisable et qu'ils ne souhaitent pas — ont remis à l'ordre du jour la question de savoir si la R.F.A. est uniquement un pays d'immigration ou si elle n'est pas déjà engagée dans la voie d'une société multiculturelle.

Pour certains, la question en elle-même tient de la provocation. Pour d'autres — ce sont en majorité des personnes originaires de villes à forte concentration étrangère, comme Francfort ou Berlin — la société multiculturelle est le seul scénario d'avenir qui fasse preuve de réalisme. Mais il leur reste encore à préciser ce que serait le multiculturalisme au quotidien, abstraction faite des modifications qui interviendraient dans les habitudes alimentaires et le paysage urbain. Ce qui est clair, en tout cas, c'est que le multiculturalisme place les autochtones et les étrangers devant une double exigence : celle de préserver leur identité tout en restant curieux de ce qu'il y a d'étranger chez l'autre. Or l'expérience prouve qu'il n'est pas facile d'acquérir cette ouverture d'esprit.

Le débat a été lancé en 1980 par la publication dans le *Kursbuch\** d'un ensemble d'articles polémiques regroupés sous le titre : « La R.F.A., État multina-

tional ». Le multiculturalisme, c'est-à-dire la participation des étrangers à la vie sociale du pays où ils se trouvent, y est présenté comme l'opportunité de concevoir l'État sous une forme nouvelle qui rend caduc l'ancien concept de nation. Les considérations qui y sont développées eurent pour avantage de susciter toute une série de travaux portant moins sur les difficultés de contact entre cultures que sur les *ethnies* qui se rencontrent dans ce contact. Ce sont des études consacrées aux sous-cultures des migrants, à la constitution de colonies, à la ségrégation et à l'identité ethnique en milieu étranger (Hoffmeyer-Zlotnik, 1986). Cette nouvelle façon de concevoir les migrants comme des *minorités ethniques* implique que soit redéfini tout un ensemble de concepts utilisés jusqu'ici dans les études sociologiques consacrées aux étrangers.

L'expression « recherche consacrée aux étrangers » à elle seule pose déjà problème, étant donné que, dans une optique multiculturelle, il ne peut plus y avoir d'« étranger » au sens où on entendait le terme auparavant.

Il en est de même pour la réémigration. Dans une société multiculturelle, il n'y a plus de raisons de demander ou d'encourager le retour des migrants dans leurs pays d'origine. D'autre part, l'assimilation est une affaire qui ne concerne plus seulement les étrangers, mais aussi les autochtones et qui requiert d'eux qu'ils abandonnent le point de vue du « charbonnier maître chez soi » typique des majorités. L'assimilation perd son contenu traditionnel. Cette remise en question a des implications politiques de première importance que l'on peut mettre en parallèle avec celles qu'on observe dans le difficile processus d'unification européenne. La question de la sociogénèse de minorités ethniques, qu'elle soit voulue ou non, revient du même coup au premier plan de l'actualité (Bukow/Llayora, 1988). Mais notons aussi que nous avons affaire à la montée peut-être lente d'un « ethnoradicalisme » qui n'ose pas encore s'afficher (Waldmann, 1989).

La recherche vient de franchir un pas important en soulignant la nécessité pour les autochtones d'être plus critiques vis-à-vis d'eux-mêmes : quiconque veut établir l'intégration, quelle qu'en soit la forme, sur des bases durables, voire multiculturelles, doit aller au fond des choses pour parfaire sa connaissance de l'étranger. Il doit réunir quantité d'informations sur tout ce qui le concerne : conditions d'existence dans le pays d'accueil, origine, tradition, *situation qui a provoqué l'émigration*, histoire des mentalités. Bref, il importe de connaître toutes les composantes intellectuelles et sociales que les immigrants ont emportées dans leurs bagages. Un nombre relativement important de travaux a été produit sur ces sujets au cours des dernières années et principalement sur la *Turquie*, la vie des Turcs à la campagne, leurs liens avec les structures villageoises et familiales, etc. (Müller/Dagli, 1983 ; Lutz, 1986 ; Schiffauer, 1988). Notons que ces travaux sont de plus en plus souvent assumés par des membres mêmes de ces minorités (Mihciyazgan, 1986 ; Abadan-Unat, 1985).

Dans le même ordre d'idées, on essaie actuellement de redéfinir le *concept d'identité* (Esser, 1985 ; Bausinger, 1986 ; Schiffauer, 1984 ; Hettlage/Hettlage, 1984, 1989), d'accorder plus d'attention à la *culture quotidienne* des étrangers (Augustin/Berger, 1984 ; Abadan-Unat 1985 ; Schulte, 1985).

Zingerle (1988, 102) fait remarquer qu'il y a déjà eu, dans l'Empire Ottoman, des tentatives de multiculturalisme, ce que l'on a appelé le « millet », entité administrative regroupant les non-musulmans (juifs, chrétiens) où ceux-ci conservaient leurs propres juridictions et leur propre représentation auprès du sultan. L'objectif du « millet » n'était pas l'assimilation culturelle, mais l'intégration fonctionnelle. Dans ce genre d'opération, il est clair que le succès dépend en premier lieu du statut réservé, dans la communauté multiculturelle, à ceux qui s'écartent de la norme ; mais il est plus clair encore que bien des choses dépendent de la tradition dans laquelle s'inscrivent les « rapports domestiques avec ces hôtes étrangers » dont on n'attend pas « qu'ils s'intègrent » totalement, mais que l'on respecte dans leur altérité et qui sont tenus d'observer le droit et les coutumes en usage dans la maison » (104).

En Allemagne, cette « *éthique pour l'étranger* » fait problème, car la pratique de la tolérance suppose que la majorité culturelle soit sûre d'elle-même. Or, ce n'est pas tout à fait le cas dans cette entité politique provisoire qu'est la R.F.A. Etant donné qu'elle a des difficultés à *se définir elle-même* comme État, comme nation, comme « civilisation du milieu » entre l'Est et l'Ouest et qu'elle n'est pas sûre d'elle — ne serait-ce qu'en raison du passé effroyable de l'Allemagne —, elle a bien de la peine à aborder les étrangers l'esprit détendu, ouvert, et en faisant preuve d'imagination.

## LE DÉBAT MÉTHODOLOGIQUE : POUR UNE APPROCHE ADÉQUATE DU CONCEPT D'ÉTRANGER

La phase de réorientation et de consolidation que connaît l'étude des migrations en R.F.A. implique une réflexion approfondie non seulement sur les concepts et les théories, mais aussi sur les méthodes. La recherche actuelle témoigne de cette prise de conscience.

Toute une série de publications se penche aujourd'hui sur le processus de recherche considéré en lui-même (Treibel, 1988 ; Sievering, 1985 ; Esser, 1984) et rappelle que la réflexion sur les méthodes ne repose pas sur l'étude exhaustive de sujets intéressants, mais sur l'attitude critique qu'une science parvenue à maturité est capable d'adopter vis-à-vis de ce qu'elle a produit.

- a) Les points sur lesquels porte la critique sont les suivants :
  - la quasi-impossibilité d'établir des *comparaisons* entre les différentes études, maladie qui affecte l'ensemble des sciences sociales ;
  - l'*ethnocentrisme* des sociologues et les préjugés qu'ils véhiculent plus ou moins consciemment ;
  - le peu de recul observé par la science dans un domaine où la volonté politique, la phobie de l'erreur et de la mesquinerie, l'*action pour l'action* l'emportent sur la rigueur de l'analyse et de la conceptualisation.

b) L'*adéquation des méthodes* est elle-même remise en cause. L'étude des migrations reste en effet le type même de la recherche « politisée ». Elle est largement conditionnée par la constatation des déséquilibres sociaux majeurs, par la

relativité des modèles d'interprétation culturelle, les conflits d'intérêts et les tensions internationales. Les enjeux politiques interviennent pour une large part dans les positions prises pour ou contre une société multiculturelle, à tel point que les impératifs de l'analyse scientifique, qui demande un certain recul, risquent d'être relégués au second plan par ceux de la politique (voir à ce sujet l'attitude typique et délibérée de Wallraff, 1985).

c) Cependant on constate actuellement une distanciation plus importante par rapport à l'objet, car depuis 1984 une dizaine d'études au moins ont tenté de situer le problème des travailleurs immigrés dans un cadre historique plus vaste. L'exploration du passé les amène toutes à constater que les Allemands ont une expérience plus que séculaire de l'emploi de main-d'œuvre étrangère (Herbert, 1986 ; Barfuss, 1986 ; Woydt, 1987 ; Boll, 1988). Le problème des travailleurs immigrés et de leur intégration n'a donc absolument rien de nouveau, il se posait déjà pour les travailleurs saisonniers d'autrefois, pour le travail obligatoire sous le Troisième Reich, à des époques qui abordaient la question de l'intégration d'une toute autre manière, mais dans un contexte structurel qui, souvent, n'est pas tellement différent de celui que nous connaissons. Nous avons aujourd'hui une conscience plus aiguë du problème, mais notre capacité à le résoudre est encore bien limitée.

En tout état de cause, la méthode s'est affinée au contact des études sociologiques qui ont pu être consacrées à la question dans le passé.

d) Les critiques formulées contre l'utilisation exclusive des méthodes quantitatives usuelles ou de l'interview comme moyens d'investigation de l'univers social intermédiaire qui nous intéresse sont à l'origine d'un important débat. La recherche sur les migrations s'y trouve impliquée, dans la mesure où est réexaminée l'application de méthodes qualitatives en sociologie. Esser (1984) dénonce la tendance de nombreux travaux à privilégier la recherche spectaculaire au détriment de l'analyse systématique des résultats et à perpétuer ainsi le processus d'élaboration de préjugés (1986, 67). Mais on peut, lui opposer que la recherche fondamentale et la conceptualisation ont aujourd'hui encore un niveau insuffisant et que les méthodes ne conviennent pas toujours pour cerner avec précision une situation typique ou un conflit. Le champ d'investigation est souvent trop encombré. Car tout individu privé de ses certitudes fondamentales parce qu'il vit dans un environnement hostile, tout individu qui n'a, des choses, aucune vision politique ou personnelle qui aille de soi et n'a aucun droit de participation ou de parole, est par définition condamné au silence. Il intériorise cette attitude au point qu'il refuse ou évite de se prêter au « sondage rapide » (Allerbeck/Hoag, 1985). Cet état de fait justifie amplement l'extension que prennent aujourd'hui les *inventaires* et les comptes-rendus consacrés aux récits de vie de migrants ou de migrantes (Rosen/Stoff, 1985). Seul le « récit dense » permet en effet d'espérer une conceptualisation plus complexe et une compréhension « approfondie » des situations, de la notion même d'étranger et des blocages face à l'intégration. Les récits de vie sont sans doute le moyen le plus adéquat pour amener les intéressés à la prise de parole et permettre une compréhension « empathique » des choses (Hoffmeyer/Zlotnik, 1986 ; Griesse, 1984).

## CONCLUSION

En bref, on peut dire aujourd'hui que la recherche ouest-allemande sur les migrations est parvenue au terme d'une importante phase d'expansion et qu'elle aborde maintenant une phase de réorientation profonde. Durant sa phase d'expansion et de consolidation, elle a été marquée par d'importants déficits :

1. Elle a toujours été à la remorque des questions politiques. Il fallait s'y attendre, le phénomène est « normal ». Mais cette situation a eu pour conséquence qu'elle est restée trop fortement liée aux impératifs de la politique et qu'elle s'est fréquemment contentée d'études qui allaient dans leur sens.

2. La recherche est souvent passée à côté des personnes, de leurs intérêts et des problèmes importants auxquels ils étaient confrontés dans la vie. Cela concerne en priorité les étrangers eux-mêmes, mais aussi les autochtones, dans une certaine mesure. Il aura fallu attendre ces dernières années pour que, en relation directe avec l'orientation « culturaliste » de la sociologie, s'annonce un changement de perspective qui aurait dû se produire depuis longtemps.

3. A cela est venu s'ajouter un extrême fractionnement de la recherche qui, dans bien des cas, restait théorique et descriptive, quand elle ne contribuait pas directement à l'élaboration de préjugés. La conceptualisation et l'appareil théorique étaient souvent inadaptés à la situation, sacrifiés à la rigueur de la méthodologie, ce pourquoi ils demeurèrent impropres à l'usage qu'on voulait en faire.

4. Au cours de la phase de consolidation et de réorientation, compte tenu des objections formulées antérieurement, l'accent a été mis sur les questions de méthode et de théorie, ce qui permet d'espérer un niveau de recherche plus élevé et plus proche des réalités. Un certain nombre d'éléments nouveaux laissent présager que les problèmes seront abordés d'une manière moins simpliste, avec des méthodes plus différenciées.

5. Mais, comme l'ont montré les récents développements de la politique allemande, il n'aura pas suffi de donner une base solide à la recherche sur les travailleurs immigrés pour traiter comme il convient l'ensemble des sujets qui s'imposent à la recherche sur les migrations. La question du « multiculturalisme » va puiser dans cette situation nouvelle une dynamique propre qui se traduira dans la recherche. On peut d'ores et déjà prévoir que la grille utilisée jusqu'à maintenant dans la recherche sur les travailleurs immigrés sera insuffisante.

## Notes et références bibliographiques

ABADAN-UNAT (N.) (édit.). *Die Frau in der türkischen Gesellschaft* (La femme dans la société turque), Francfort, 1985.

ALBRECHT (G.). *Soziologie der geographischen Mobilität* (Sociologie de la mobilité géographique), Stuttgart, 1972.

ALLERBECK (K. R.)/HOAG (Wendy J.). *Wenn Deutsche Ausländer befragen. Ein Bericht über methodische Probleme und praktische Erfahrungen* (Quand des Allemands interrogent des étrangers. Questions de méthodes et expérience pratique), dans : *Zeitschrift für Soziologie*, Revue de Sociologie, 14 (1985), 3, 241-246.

ALPHEIS (H.). *Integration von rückkehrenden Migranten in Joannina, Griechenland* (L'intégration de migrants revenus dans leur pays. Joannina, Grèce) dans : *Zeitschrift für Soziologie*, 14 (1984), 4, 371-376.

AUGUSTIN (V.)/BERGER (H.). *Einwanderung und Alltagskultur. Die Forster-Straße in Berlin-Kreuzberg* (Immigration et culture quotidienne). La rue Forster dans le quartier de Kreuzberg, à Berlin), Berlin, 1984.

AZMAZ (A.). *Migration and Reintegration in Rural Turkey. The Role of Women Behind*, Göttingen, 1984.

BARFUSS (K. M.). « *Gastarbeiter* » in Nordwestdeutschland 1884-1918 (« Travailleurs immigrés » en Allemagne du Nord-Ouest de 1844 à 1918), Brême, 1986.

BAUSINGER (H.) (édit.). *Ausländer-Inländer. Arbeitsintegration und kulturelle Identität* (Étrangers-Autochtones. Intégration professionnelle et identité culturelle), Tübingen, 1986.

BAYAZ (A.)/DAMOLIN (M.)/ERNST (H.) (édit.). *Integration. Anpassung an die Deutschen !* (L'intégration, c'est l'assimilation !), Weinheim/Bâle, 1984.

*Berliner Institut für vergleichende Sozialforschung*, Institut Berlinoise de Sociologie Comparée (édit.). GERMERSHAUSEN (A.)/NAW (W.-D.). *Flucht und Asyl. Bericht über Flüchtlingsgruppen* (Fuite et demande d'asile. Etude de quelques groupes de réfugiés), Berlin, 1988.

BERNSCHAFF (N.). *Probleme der Ausländerintegration in verfassungs rechtlicher Sicht. Eine Untersuchung der drei wichtigsten Eingliederungskonzepte* (Problèmes posés par l'intégration des étrangers en matière de droit constitutionnel. Examen des trois plus importants projets d'intégration), Francfort/Berne/New York, 1986.

BIELEFELD (U.). *Inländische Ausländer. Zum gesellschaftlichen Bewußtsein türkischer Jugendlicher in der Bundesrepublik* (Les étrangers de l'intérieur. La conscience sociale des adolescents d'origine turque en R.F.A.), Francfort 1988.

BMJEG (Ministère Fédéral de la Jeunesse, de la Famille et de la Santé) (édit.). *Modellprojekt Stadtteilarbeit und ausländische Frauen und Mädchen. Abschlußbericht und Handbuch* (Projet pilote de travail à l'échelon du quartier : femmes et jeunes filles étrangères), publications du Ministère, vol. 196, Stuttgart, 1986.

BOOS-NÜNNING (U.). *Die Verwendbarkeit qualitativer Erhebungsmethoden bei Untersuchungen ausländischer Jugendlicher* in : SIEVERING Ulrich O. (Hg.) : *Arbeitsmigrantenforschung in der Bundesrepublik Deutschland* (Possibilités d'utilisation des méthodes quantitatives dans les sondages réalisés auprès de jeunes étrangers, dans : Recherches sur les travailleurs migrants en R.F.A.), Francfort, 1985, 151-171.

BOOS-NUNNING (U.). *Die Zukunft der ausländischen Arbeitnehmer und ihrer Kinder. Sammelbesprechung* (L'avenir des travailleurs étrangers et de leurs enfants. Recension collective) *Soziologische Revue*, 6 (1983), 129-139.

BOLL (B.). *Fremdarbeiter in Offenburg 1940-1945* (Travailleurs étrangers à Offenburg de 1940 à 1945), Offenburg, 1988.

BORELLI (M.) et coauteurs. *Minderheiten in der Bundesrepublik : das Beispiel « Gastarbeiter »* (Minorités en R.F.A. L'exemple des « travailleurs immigrés »), Stuttgart, 1973.

BRUMLIK (M.). *Was heißt Integration ? Zur Semantik eines sozialen Problems* (Qu'est-ce que l'intégration ? Contribution sémantique à un problème social) dans BAYAZ (A.) et coauteurs (édit.). Cf. ci-dessus. 75-97.

BUKOW (W.-D.)/LLAYORA (R.). *Mitbürger aus der Fremde. Soziogenese ethnischer Minoritäten* (Concitoyens venus d'ailleurs. Sociogénèse de minorités ethniques), Opladen, 1988.

Commission Allemande de l'UNESCO (édit.). *Die Multikulturellen. Über die Chancen im Zusammenleben mit Ausländern* (Les sociétés multiculturelles. Les chances que représente la cohabitation avec les étrangers), Munich, 1985.

ELWERT (G.). *Die Angst vor dem Ghetto. Binnenintegration als erster Schritt zur Integration* (La peur du ghetto. L'intégration endogène, première étape de l'intégration) dans : BAYAZ et coauteurs, cf. ci-dessus, p. 51 à 74.

ESSER (H.). *Ausländerforschung und Vorurteile* (Recherches sur les étrangers et préjugés) dans BORELLI (M.) (édit.) : *Interkulturelle Pädagogik*, Baltmannsweiler, 1986, p. 49 à 70.

ESSER (H.). *Soziale Differenzierung als ungeplante Folge absichtsvollen Handelns : Der Fall der ethnischen Segmentation*. La différenciation sociale, conséquence imprévue d'une action délibérée : le cas de fragmentation ethnique) dans : *Zeitschrift für Soziologie*, 14 (1985), 435-449.

ESSER (H.). *Ein neues Forschungsgebiet und alte Fehler ? Arbeitsmigration und ethnische Minderheiten. Sammelbesprechung*. (Un nouveau champ d'investigation où l'on commet les mêmes erreurs qu'autrefois ? La migration active et les minorités ethniques. Recension collective) dans : *Soziologische Revue* 7 (1984), Numéro spécial 1, 151-160.

ESSER (H.). *Sozialräumliche Bedingungen der sprachlichen Assimilation von Arbeitsmigranten* (Les espaces sociaux nécessaires à l'assimilation linguistique des travailleurs migrants), dans : *Zeitschrift für Soziologie*, 11, 1982, 279-306.

ESSER (H.). *Aspekte der Wanderungssoziologie. Assimilation und Integration von Wanderern, ethnischen Gruppen und Minderheiten*. (Aspects de la sociologie des migrations. L'assimilation et l'intégration de migrants, de groupes et de minorités ethniques), Darmstadt/Neuwied, 1980.

EVEN (H.)/HOFFMANN (L.) (édit.). *Heute Ausländer - morgen Deutsche ? Die Zukunft der nicht-deutschen Minderheiten in unseren Gemeinden* (Etrangers aujourd'hui, Allemands demain ? L'avenir des minorités non-allemandes dans nos communes), Bielefeld, 1986.

FRANGER (G.). *Wir haben es uns anders vorgestellt. Türkische Frauen in der Bundesrepublik* (Nous imaginions les choses autrement. Femmes d'origine turque en R.F.A.), Francfort, 1985.

FUCHS (H.-J.). *Das glückliche Bewußtsein in der Krise. Ausländerfeindlichkeit in der BRD* (La conscience heureuse dans la crise. La xénophobie en R.F.A.), Francfort, 1986.

GALAMNIS (G.). *Migranten in der Presse. Eine inhaltsanalytische Untersuchung* (Les migrants vus par la presse. Études et analyses critiques) Berlin, 1987.

GAUGLER (E.) et coauteurs. *Ausländerintegration in deutschen Industriebetrieben* (L'intégration des travailleurs étrangers dans les entreprises industrielles allemandes), Königstein/Taunus, 1985.

GEHMACHER (E.). *Mehrfachloyalität statt Assimilation oder Ghetto : Gastarbeiter in einer pluralistischen Gesellschaft* (Fidélités multiples plutôt qu'assimilation ou ghetto : les travailleurs immigrés dans une société pluraliste) dans *Österreichische Zeitschrift für Soziologie*, Revue autrichienne de sociologie, 13, 1988, 3/4, 32-38.

GEISELBERGER (S.) : *Schwarzbuch : Ausländische Arbeiter* (Le livre noir des travailleurs étrangers), Francfort, 1972.

GENOSKO (J.) : *Migration* (Recension collective) dans *Soziologische Revue*, 4, 1981, 355-366.

GRIESE (H.) (édit.). *Der gläserne Fremde. Bilanz und Kritik der Gastarbeiterforschung und Ausländerpädagogik* (L'étranger de verre. Bilan critique de la recherche sur les travailleurs immigrés et de la pédagogie appliquée aux étrangers), Opladen 1984.



GLIEDNER-SIMON (A.). *Ausländer zwischen Integration und Reintegration. Eine Dokumentation von Forschungsarbeiten und Literatur der Jahre 1982-1984* (Les étrangers entre l'intégration et la réintégration. Documentation rassemblant des travaux de recherche et des publications des années 1982-1984), Bonn 1986.

GUMRÜKCÜ (H.) : *Beschäftigung und Migration in der Türkei* (Emploi et migration en Turquie), Bayreuth, 1986.

HAMM (S.). *Soziologie in der DDR - Ein Überblick* (La sociologie en R.D.A. Vue d'ensemble) dans : *Soziologie, Mitteilungsblatt der Deutschen Gesellschaft für Soziologie* (Revue de la Société Allemande de Sociologie), Stuttgart, 1989, 137-154.

HECKMANN (F.). *Die Bundesrepublik — Ein Einwanderungsland ? Zur Soziologie der Gastarbeiterbevölkerung als Einwanderungsminorität*. (La R.F.A., pays d'immigration ? Sociologie de la population immigrée considérée comme minorité), Stuttgart, 1981.

HECKMANN (F.). *Volk, Nation, ethnische Gruppe und ethnische Minderheiten : Zu einigen Grundkategorien von Ethnizität* (Peuple, nation, groupes et minorités ethniques. Étude de quelques catégories fondamentales) dans *Österreichische Zeitschrift für Soziologie*, 13, 1988, 3/4, 16-31.

HERBERT (U.). *Geschichte der Ausländerbeschäftigung in Deutschland 1880-1980 : Saisonarbeiter, Zwangsarbeiter, Gastarbeiter* (Histoire de l'emploi de main-d'œuvre immigrée en Allemagne de 1880 à 1980 : travailleurs saisonniers, travail obligatoire, travailleurs immigrés), Bonn, 1986.

HERNANDEZ (J.)/LOPEZ-BLASCO (A.). *Die Integrationsforschung in der Bundesrepublik Deutschland* (Les recherches sur l'intégration en R.F.A.) dans : WEIDACHER (A.)/LOPEZ-BLASCO (A.). *Ausländerpolitik und Integrationsforschung in der Bundesrepublik Deutschland* (La politique à l'égard des étrangers et les recherches sur l'intégration en R.F.A.), Munich, 1982, 52-69.

HETTLAGE (R.). *Hauptlinien der Gastarbeiterforschung in der Bundesrepublik Deutschland* (Les grandes lignes de la recherche sur les travailleurs immigrés en R.F.A.) dans : *Österreichische Zeitung für Soziologie*, 13, 1988, 3, 74-94.

HETTLAGE-VARJAS (A.)/HETTLAGE (R.). *Kulturelle Zwischenwelten. Fremdarbeiter - eine Ethnie ?* (Univers culturels intermédiaires. Les travailleurs étrangers constituent-ils une ethnie ?) dans : *Schweizerische Zeitschrift für Soziologie*, 13, 1988, 2, 357-404.

HETTLAGE-VARJAS (A.)/HETTLAGE (R.). *Auf der Suche nach der verlorenen Identität : Kulturelle Zwischenwelten — eine soziopschoanalytische Deutung des Wandels bei Fremdarbeitern* (À la recherche de l'identité perdue : les univers culturels intermédiaires — Interprétation sociopsychanalytique du changement chez les travailleurs étrangers), dans : *Journal* (Séminaire de psychanalyse de Zurich), n° 20, juin 1989, 26-48, Zurich, 1989.

HILL (P. B.). *Räumliche Nähe und soziale Distanz zu ethnischen Minderheiten* (Proximité géographique et distance sociale vis-à-vis des minorités ethniques), dans *Zeitschrift für Soziologie*, 14, 1984, 4 363-370.

HOFFMAN (L.). *Beiräte - Wahlrecht - Bürgerrecht : Zur politischen Partizipation der nichtdeutschen Einwohner in der BRD* (Consultants — droit de vote — droits civiques : considérations sur la participation des populations non-allemandes à la vie politique en R.F.A.), Bielefeld, 1986.

HOFFMANN (L.)/EVEN (H.). « *Die Belastungsgrenze ist überschritten* » *Entwurf einer Theorie der Ausländerfeindlichkeit* (Nous avons dépassé le point de rupture. Ébauche d'une théorie de la xénophobie), Bielefeld, 1983.

HOFFMANN-NOWOTNY (H.-J.). *Soziologie des Fremdarbeiterproblems* (Sociologie du problème des travailleurs étrangers), Stuttgart, 1973.

HOFFMANN-NOWOTNY (H.-J.). *Migration*, Stuttgart, 1970.

HOFFMEYER-ZLOTNIK (J.) (édit.). *Qualitative Methoden der Datenerhebung in der Arbeitsmigrantenforschung* (Les méthodes qualitatives de collecte des données dans la recherche sur les travailleurs migrants), Mannheim, 1986.

HÜBNER (I.). *...wie eine zweite Haut. Ausländerinnen in Deutschland* (...comme une deuxième peau. Étrangères en Allemagne), Weinheim/Bâle, 1985.

JUST (W.-D.)/GROTH (A.) (édit.). *Wanderarbeiter in der EG. Ein vergleich ihrer rechtlichen und sozialen Situation in den wichtigsten Aufnahmeländern* (Travailleurs migrants dans la C.E.E. Étude comparative de leur situation juridique et sociale dans les plus importants pays d'accueil), Munich 1989.

KORZ-ARZBERGER (C.). *Politische Orientierungen von Ausländern in der Bundesrepublik Deutschland* (Les orientations politiques des étrangers en R.F.A.), dans *Politik und Zeitgeschichte* (Politique et Histoire contemporaine), B 35/85, 31 août 1985, 31-45.

KORZ-ARZBERGER (C.). *Die schwierige Integration. Die bundesrepublikanische Gesellschaft und ihre 5 Millionen Ausländer* (La difficile intégration. La société de R.F.A. et ses 5 millions d'étrangers), Opladen, 1985.

KORTE (H.). *Migration und ihre sozialen Folgen* (La migration et ses conséquences sociales) dans : KORTE (H.)/SCHMIDT (A.). *Migration und ihre sozialen Folgen. Förderung der Gastarbeiterforschung durch die Stiftung Volkswagenwerk (1974-1981)* (La migration et ses conséquences sociales. Promotion de la recherche sur les travailleurs immigrés par la Fondation Volkswagen), Göttingen, 1983, 11-99.

*Kursbuch* n° 62 « *Vielvölkerstaat Bundesrepublik* » (La R.F.A., État multinational), Berlin, 1980.

KURZ (U.). *Partielle Anpassung und Kulturkonflikt* (Adaptation partielle et conflit culturel), dans : *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 7, 1965, 814-832.

LENGSFELD (W.)/LINKE (W.). *Die demographische Lage in der Bundesrepublik Deutschland* (La situation démographique en R.F.A.), dans *Zeitschrift für Bevölkerungswissenschaft* (Revue de démographie), 14, 1988, 341-434.

LICHTENBERGER (E.). *Gastarbeiter - Leben in zwei Gesellschaften* (Les travailleurs immigrés - Vivre dans deux sociétés), Vienne, Cologne, Graz, 1984.

LUTZ (H.). *Migrantinnen aus der Türkei. Eine Kritik des gegenwärtigen Forschungsstandes* (Migrantes venant de Turquie. Examen critique de l'état actuel des recherches), dans *Migration und Ethnizität*, 1, 1986, 1, 9-44.

MEHRLÄ (U.)/KÖRNER (H.) (édit.). *Die « neue » Ausländerpolitik in Europa : Erfahrungen in den Aufnahme - und Entsendeländern* (La « nouvelle » politique à l'égard des étrangers en Europe : l'expérience faite par les pays d'accueil et les pays pourvoyeurs de main-d'œuvre) Bonn, 1986.

MEIER-BRAUN (K.-H.). *Integration oder Rückkehr? Zur Ausländer-politik des Bundes und der Länder insbesondere Baden-Württemberg* (Intégration ou retour ? Réflexions sur la politique de l'État fédéral et des Länder, en particulier du Bade-Wurtemberg, à l'égard des étrangers), Mayence/Munich, 1986.

MÜLLER (G.)/DAGLI (J.). *Traditionnelles Wohnen in der Türkei* (L'Habitat traditionnel en Turquie), dans HECKMANN (F.)/WINTER (P.) : *1. Soziologentag 1982. Beiträge der Sektions- und Ad-hoc-Gruppen* (Premier congrès de sociologie, 1982. Comptes-rendus des commissions), Opladen, 1983.

NAUCK (B.). « *Heimliches Matriarchat* » in *Familien türkischer Arbeitsmigranten ? Empirische Ergebnisse zu Veränderungen der Entscheidungsmacht und Aufgabenlokation* (Existe-t-il un « matriarchat caché » dans les familles des travailleurs migrants turcs ? Constat des changements affectant les instances de décision et la délimitation des tâches), dans : *Zeitschrift für Soziologie*, 15, 1985, 6, 450-465.

NIKOLINAKOS (M.). *Politische Ökonomie der Gastarbeiterfragen* (La question des travailleurs immigrés, du point de vue de l'économie politique) Reinbek, 1973.

PAPAIIOANNOU (S.). *Arbeitsorientierung und Gesellschaftsbewußtsein von Gastarbeitern in der BR Deutschland* (Repères professionnels et conscience sociale des travailleurs immigrés en R.F.A.), Francfort/Bern/New York, 1983.

PAPALEKAS (J.) (édit.). *Strukturwandel des Ausländerproblems. Trends, Modelle, Perspektiven.* (Les changements structurels intervenus dans la question des étrangers. Tendances, modèles, perspectives), Bochum, 1986.

- RAUSCHER (A.) (édit.). *Mehrheitsprinzip und Minderheitenrecht* (Principe de majorité et droit des minorités), Cologne, 1988.
- REINMANN (H.) (édit.). *Gastarbeiter. Analyse und Perspektiven eines sozialen Problems* (Les travailleurs immigrés. Analyse et perspectives d'un problème social), Opladen, 1987, 2<sup>e</sup> édition totalement remaniée.
- RILLING (E.). *Ergebnisse einer Bestandsaufnahme von Forschungsprojekten und Forschungseinrichtungen zu Ausländerproblemen im deutschsprachigen Raum* (Résultats d'un inventaire des projets et des organes de recherche qui étudient le problème des étrangers dans l'aire linguistique allemande), dans : BISCHOFF (Detlef)/HEINTZL (Maria) (édit.) *Arbeitsmigration und ihre sozialen Folgen* (La migration active et ses conséquences sociales), Berlin, 1982, 3-14.
- ROSEN (R.)/STÜWE (G.). *Ausländische Mädchen in der Bundesrepublik* (Jeunes étrangères en R.F.A.), Munich, 1985.
- SCHEURINGER (B.). *Flüchtlingssoziologie - was ist das ?* (Qu'est-ce que la sociologie des réfugiés ?) dans : Österreichische Zeitschrift für Soziologie, 13, 1988, 3/4, 53-62.
- SCHIFFAUER (W.). *Die Bauern von Subay : Das Leben in einem türkischen Dorf* (Les paysans de Subay. La vie dans un village turc), Stuttgart, 1987.
- SCHIFFAUER (W.). *Religion und Identität* (Religion et identité), dans HETTLAGE (R.) : *Zwischenwelten der Gastarbeiter. Sondernummer der Schweizerischen Zeitschrift für Soziologie* (Univers intermédiaires des travailleurs immigrés. Numéro spécial de la Revue suisse de sociologie), 10, 1984, 2, 485-516.
- SCHMIDT (A.). *Förderung der Gastarbeiterforschung durch die Stiftung Volkswagenwerk 1974-1980* (Promotion de la recherche sur les travailleurs immigrés par la Fondation Volkswagen de 1974 à 1980), dans KORTE (H.)/SCHMIDT A. : *Migration und ihre sozialen Folgen* (La migration et ses conséquences sociales), Göttingen, 1983.
- SCHULTE (A.) et coauteurs. *Ausländer in der Bundesrepublik. Integration, Marginalisierung, Identität* (Les étrangers en R.F.A. Intégration, marginalisation, identité), Francfort, 1985.
- SIEVERING (U. O.). *Arbeitsmigrationsforschung in der Bundesrepublik Deutschland. Methodenprobleme der Datenerhebung* (La recherche sur la migration active en R.F.A. Problèmes de méthodes dans la collecte des données), Francfort, 1985.
- TREIBEL (A.). *Engagement und Distanzierung in der westdeutschen Ausländerforschung. Eine Untersuchung ihrer soziologischen Beiträge* (Engagement et distanciation dans la recherche ouest-allemande sur les étrangers. Examen critique des travaux produits), Stuttgart, 1988.
- TSIAKALOS (G.). *Ausländerfeindlichkeit - Tatsachen und Erklärungsversuche* (Xénophobie -Faits et tentatives d'explication), Munich, 1982.
- TUMAT (A.) (édit.). *Migration und Integration : ein Reader* (Migration et intégration. Recueil de textes), Baltmannsweiler, 1986.
- UNESCO (édit.). *Vivre en deux cultures. La condition socioculturelle des travailleurs migrants et de leurs familles*. Paris, 1983, Colloque de l'Université de Heidelberg, 1978.
- WALDMANN (P.). *Ethnischer Radikalismus. Ursachen und Folgen gewaltsamen Minderheitskonflikts am Beispiel des Baskenlandes, Nordirlands und Québecs* (Le radicalisme ethnique. Les causes et les conséquences des violences ethniques : le cas du Pays Basque, de l'Irlande du Nord et du Québec), Opladen, 1989.
- WALLRAFF (G.). *Ganz unten* (Tête de Turc), Cologne, 1985.
- WICHMANN (B.). *Demokratisch gewählte Ausländerbeiräte. Untersuchungen am Beispiel Göttingen und Kassel* (Consultants étrangers élus démocratiquement. L'exemple de Göttingen et de Kassel), Kassel, 1989.
- WILPERT (C.). *International Migration and Ethnic Minorities. New Fields for Post-war Sociology in the Federal Republic of Germany*, dans : *Current Sociology*, 32, 1984, 305-352.

WOLBERT (B.). *Migrationsbewältigung. Orientierungen und Strategien. Biographisch-interpretative Fallstudien über « Heirats-Migration » dreier Türkinnen* (La solution du problème migratoire. Perspectives et stratégies. Interprétation biographique du cas de trois femmes turques qui se sont « intégrées par le mariage »), Göttingen, 1984.

WOYDT (J.). *Ausländische Arbeitskräfte in Deutschland. Vom Kaiserreich zur Bundesrepublik* (La main-d'œuvre étrangère en Allemagne depuis l'Empire jusqu'à la République Fédérale), Heilbronn, 1987.

ZINGERLE (A.). *Ausländische Minderheiten als kulturelle Aufgabe* (La mission culturelle que nous imposent les minorités étrangères) dans : RAUSCHER (Anton) (édit.) : *Mehrheitsprinzip und Minderheitenrecht* (Principe de majorité et minorités ethniques), Cologne, 1988, 93-108.